

RESUME ANALYTIQUE DU PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT (PND) 2018-2022

Contrairement aux autres plans et programmes de développement antérieurs, le PND 2018-2022 a été conçu et lancé dans une période de crise économique et financière. Au dernier trimestre de 2014 démarrait la crise financière à la suite de la chute brutale du prix du baril de pétrole. En 2015, 2016 et 2017 (les années précédant le lancement du PND 2018-2022) le prix moyen du baril avait été respectivement de 43\$ et 54\$.

Le taux de croissance de l'économie nationale en 2015, 2016 et 2017 était respectivement de -0,1%, -10,8% et -4,4% contre 15,3% en 2012, 3,3% en 2013 et 6,7% en 2014.

Le PND 2018-2022 avait pour ambition l'opérationnalisation de la vision du chef de l'Etat, développée dans son projet de société, « La marche vers le développement », présentée au peuple en 2016, à la faveur de l'élection présidentielle de mars 2016.

Cette vision préconisait de :

- mettre les femmes et les hommes au cœur du développement ;
- conforter le rôle stratégique de l'Etat ;
- consolider et pérenniser la croissance économique ;
- préparer les jeunes à l'emploi ;
- arrimer le Congo au numérique ;
- poursuivre les réformes institutionnelles.

Le PND 2018-2022 a privilégié les trois (3) axes d'action suivants :

- le renforcement de la gouvernance ;
- la réforme du système éducatif ;
- la diversification de l'économie fondée sur l'agriculture, l'industrie et le tourisme.

Les actions à mener portaient principalement sur l'adoption et la mise en œuvre de diverses réformes de nature à renforcer la

gouvernance aux plans politiques, économique, administratif, juridique, éducatif et sécuritaire. Elles portaient aussi sur des incitations financières et des investissements publics pour diversifier profondément l'économie, mettre à niveau le système d'éducation nationale et équiper conséquemment les administrations publiques, le système judiciaire et les services de sécurité.

Le chiffrage financier du PND 2018-2022 avait été celui de l'ensemble des dépenses de l'Etat dans la période (telle était la logique des PND jusqu'en 2022). L'ensemble des programmes prioritaires des actions publiques (PPAP) de 2018 à 2022 avait été projeté à 15.510 milliards fcfa dont 3840 milliards f cfa de dépenses d'investissement (24,76% de la prévision d'ensemble).

Cette prévision faisait ressortir un besoin de financement total de 9.715 milliards f cfa dont 2.486 milliards f cfa pour l'investissement.

Suivant une analyse du ministère du plan faite en fin d'année 2021, « l'évaluation du PND 2018-2022 a conclu sur des résultats globalement faibles ».

L'analyse s'est montrée encore plus sévère dans l'appréciation du troisième axe d'action du PND 2018-2022.

Il est écrit : « la mise en œuvre du PND 2018-2022 n'a pas conduit à la transformation structurelle de l'économie (...) ».

Deux des trois principaux domaines de la diversification retenus n'ont pas enregistré de bonnes performances. La croissance moyenne du secteur agricole a été de -1,1% sur la période 2018 - 2020 contre 4,8 prévu (...). Dans le tourisme la croissance a été estimée à -9,8% en moyenne annuelle (...) l'industrie manufacturière (...) a enregistré une croissance de 4,2% en moyenne annuelle sur la période 2018-2020 contre 3,3% dans les prévisions du PND ».

Les auteurs de l'analyse des résultats concluent que « l'atteinte des performances du PND a été globalement faible parce que sa mise en œuvre s'est heurtée à la conjugaison de plusieurs facteurs d'adversité.

- la persistance de la crise économique et financière (de 2015 à nos jours , (...) ;
- la survenance de la crise sanitaire (COVID 19) (...) ;
- la brièveté de la période de pleine exécution du PND 2018-2022.

Le PND n'aurait été exécuté qu'en 2019, (...).